

CENTRE HOSPITALIER DE LA CANDELIE

Aménagement d'un bâtiment destiné à regrouper l'activité de
deux services « CMP » et « HDJ »

1 Rue de l'Observance - 47 200 MARMANDE

PHASE DCE

DEVIS DESCRIPTIF

LOT 00

PRESCRIPTIONS GENERALES



Maitre d'ouvrage : Centre Hospitalier de la Candelie

CHD La Candelie
47916 AGEN Cedex 9

Architecte : CARMENTRAN KARINE

4 Rue Montaigne - 47 000 AGEN
TEL : 05 53 95 92 04

Economiste de la construction : ECO WORK Nouvelle Aquitaine

6 bis Rue François Mauriac - 47 520 LE PASSAGE
TEL : 07.78.10.05.22

Bureau d'Etudes Gros œuvre : SETERSO

1 Rue Jean François Bladé, 47000 Agen
TEL : 05 53 96 30 47

Bureau d'Etudes Electricité & Fluides thermiques : INGENIERIE 47

65 Boulevard Scaliger - 47 000 AGEN
TEL : 05 53 66 55 20

Bureau d'Etudes VRD : PIR² INFRA

53b Rue de Sevin, 47000 Agen
TEL : 06 63 69 63 79

Paysagiste : Thais Bonichon

59 boulevard Ulysse Casse 47200 Marmande
TEL : 06 63 83 86 44

Indice	Date	Sommaire des modifications	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
CANDELIE v1	19/06/2024	Document initial	YM	YM	YM
CANDELIE v2	31/07/2024	Document modifié avec retour MOA	YM	YM	YM
CANDELIE V3	03/10/2024	Intégration RICT et obs architecte	YM	YM	YM
CANDELIE V4	06/11/2024	Intégration nouvelles annotations du MOA	YM	YM	YM

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1 LISTE DES INTERVENANTS	3
1.2 OBJET DU DESCRIPTIF	4
2. INDICATIONS GENERALES	4
3. VERIFICATION DES DOCUMENTS	5
3.1 RENSEIGNEMENTS	5
3.2 VISITE DES LIEUX	5
3.3 PLANS DE LA CONSULTATION	5
3.4 DESCRIPTIF	5
3.5 DPGF.....	5
4. EXECUTION	6
4.1 PERIODE DE PREPARATION	6
4.2 AUTORISATIONS PREALABLES	6
4.3 PLANS D'EXECUTION DE L'ENTREPRISE	6
4.4 CONSTAT D'HUISSIER	7
4.5 INSTALLATION DE CHANTIER	7
4.6 ATEX	7
4.7 OBLIGATIONS GENERALES D'EXECUTION.....	7
4.8 ENGINS DE LEVAGE	8
4.9 TOLERANCES ENTRE CORPS D'ETAT – RECEPTION DES SUPPORTS	8
4.10 NETTOYAGE DE CHANTIER	8
4.11 RAPPEL DES RESPONSABILITES.....	8
4.12 PROTECTION DES OUVRAGES	9
4.13 QUALITE DES MATERIAUX.....	9
4.14 REUNION DE CHANTIER.....	9
4.15 COMPTE PRORATA – DEPENSES COMMUNES	9
4.16 SECURITE DU TRAVAIL	9
4.17 RESERVATIONS	10
4.18 DICT	11
4.19 CEE	11
4.20 TESTS D'ETANCHEITE A L'AIR.....	11
5. RECEPTION DES TRAVAUX	12
5.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR).....	12
5.2 RECEPTION	12
5.3 REGLEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE RELATIVE A LA LEVEE DES RESERVES.....	12
5.4 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE (DIUO)	12

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

CE FASCICULE N'A DE VALEUR QU'ASSOCIE AUX AUTRES CORPS D'ETAT.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 LISTE DES INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE :

Centre Hospitalier de la Candelie

CHD La Candelie

47916 AGEN Cedex 9

ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE :

KAPEA

60 Avenue Gaston Cabannes

33 270 FLOIRAC

ARCHITECTE :

CARMENTRAN KARINE

4 Rue Montaigne

47 000 AGEN

TEL : 05 53 95 92 04

ECONOMISTE :

ECO WORK Nouvelle Aquitaine

6 bis Rue François Mauriac

47 520 LE PASSAGE

TEL : 07.78.10.05.22

BET GROS OEUVRE :

SETERSO

1 Rue Jean François Bladé

47000 Agen

TEL : 05 53 96 30 47

BET ELECTRICITE et FLUIDES :

INGENIERIE 47

65 Boulevard Scaliger

47 000 AGEN

TEL : 05 53 66 55 20

BET VRD :

PIR² INFRA

53b Rue de Sevin

47000 Agen

TEL : 06 63 69 63 79

PAYSAGISTE :

Thais Bonichon

59 boulevard Ulysse Casse

47200 Marmande

TEL : 06 63 83 86 44

BUREAU DE CONTROLE :

VERITAS AGEN

Agropole

47310 ESTILLAC

Téléphone : 05.57.96.24.01

COORDONNATEUR SPS :

BECS

55 Avenue Camille Pelletan – Entrée B

33150 CENON

Téléphone : 06 67 14 60 42

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

1.2 OBJET DU DESCRIPTIF

Description tout corps d'état des travaux à exécuter :

Projet d'Aménagement d'un bâtiment destiné à regrouper l'activité de deux services « CMP » et « HDJ » à Marmande pour le compte du centre hospitalier de la Candélie.

Description succincte :

Réhabilitation lourde d'un ancien bâtiment composé d'un R-1 partiel, d'un RDC et d'un R+1.

Réaménagement comprenant :

Réaménagement total extérieur

Aménagement des espaces extérieur

2. INDICATIONS GENERALES

L'entrepreneur sera réputé avoir une connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que des prescriptions des documents contractuels d'ordre général et en particulier auxquelles il est soumis.

Après consultation des entreprises, si pour des raisons d'économie au projet ou pour toutes autres raisons, les spécifications du devis descriptif de base doivent être modifiées par le concepteur avec l'accord du maître de l'ouvrage, l'entrepreneur sera réputé parfaitement informé de l'ensemble de ces modifications relatives à son lot et autres implications résultant de ces modifications.

CLASSEMENT DE L'OPERATION

ERP 5^{ème} catégorie - Type W et U cf notice de sécurité du PC

CLASSEMENT DU SITE

Effet de la neige : **Zone A2**

Effet du vent : **Zone 1**

Zone de sismicité : **1 (très faible)**

Catégorie d'importance du bâtiment : **Catégorie II**

Altitude moyenne : **30m**

REGLEMENTATION THERMIQUE APPLICABLE

RT existant

REGLEMENTATION ACOUSTIQUE APPLICABLE

Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA)

ETUDE GEOTECHNIQUE

Rapport INGESOL

ETUDE STRUCTURE

Rapport INFRANEO

DIAGNOSTICS

Diagnostic Amiante avant Travaux (DAT) :

Diagnostic amiante avant travaux AC environnement : ref/002ER419043

Diagnostic Plomb avant travaux :

Diagnostic plomb avant travaux AC environnement : ref/002KV000069

Diagnostic Termites avant travaux :

Le MOA demande que le rapport de BECS serve de base même si sa date de réalisation est ancienne par rapport au présent marché.

RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE (RICT)

RICT du 23/07/2024 : N° affaire : 18959239/1 - RICT c Rev 3

PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)

PGC du 15/10/2024

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

3. VERIFICATION DES DOCUMENTS

3.1 RENSEIGNEMENTS

Toutes les entreprises devront prendre auprès du concepteur tous les renseignements qui leur seront nécessaires :
Pour l'établissement de l'offre.

Pour assurer une parfaite exécution des travaux.

Il est stipulé qu'en aucun cas les entreprises ne pourront se prévaloir d'insuffisance de renseignements pour justifier d'une augmentation de leur prix ou une exécution non conforme aux documents du projet.

3.2 VISITE DES LIEUX

Pour les travaux à réaliser dans le cadre d'une opération d'extension ou de réhabilitation, les entreprises ont l'obligation de se rendre sur place et de prendre connaissance des lieux.

L'attestation de visite des lieux signée par un représentant du maître d'ouvrage sera à joindre à l'offre sous peine de nullité.

Visite obligatoire pour tous les lots.

Aucune indemnité ou plus-value pour difficulté liée au site, aux mauvaises conditions climatiques, de quelque sorte que ce soit, ne sera acceptée.

3.3 PLANS DE LA CONSULTATION

L'entreprise devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assurer de leur concordance. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans et l'entreprise devra sur place s'assurer de la possibilité de mise en œuvre avant toute exécution. L'entreprise signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'elle croirait utile d'y apporter.

Il est précisé que les dimensions figurant sur les plans et descriptifs ne sont données qu'à titre indicatif.

3.4 DESCRIPTIF

Le présent descriptif définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, même ceux qui ne sont pas explicitement décrits, mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

3.5 DPGF

Les quantités portées sur les DPGF sont calculées à partir des plans de consultation. Il appartient à l'entreprise, dans tous les cas, de vérifier ses quantités et de les adapter en fonction de son étude, de la visite des lieux et de la technique de chantier employée.

L'entreprise notera tous ses désaccords éventuels sur un mémoire annexé à l'acte d'engagement ou à son offre.

Après notification et signature du marché, aucune réclamation de l'entreprise ne sera recevable.

4.EXECUTION

4.1 PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation durera **8 semaines**. Ce délai de préparation sera utilisé pour :

- Établir les plans d'exécutions et fournir les fiches produits.
- Obtenir les premières validations permettant de passer les premières commandes.
- Établir les plans d'installation de chantier sous le contrôle du maître d'œuvre et du SPS.
- Établir le PPSPS.
- Préciser les conditions à mettre en place lors des travaux pour satisfaire à la protection des voiries existantes et limiter les perturbations créées par les travaux dans le voisinage.
- Établir le planning d'exécution.
- Effectuer toutes les démarches administratives réglementaires.
- Fourniture des échantillons et nuanciers au maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

4.2 AUTORISATIONS PREALABLES

A l'exception de la demande d'autorisation de construire l'entrepreneur devra faire personnellement, et à ses frais, toutes les démarches et demandes, remplir toutes les formalités nécessaires, afin d'exécuter ses travaux conformément à la loi pour ce qui concerne l'occupation de la voie publique, les palissades, les branchements, les réseaux existants, etc... Les DICT seront transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

4.3 PLANS D'EXECUTION DE L'ENTREPRISE

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base, sans les études d'exécution, mais avec VISA des plans d'exécution fournis par les entreprises. Les plans joints au dossier de consultation des entreprises (DCE) ne constituent en aucun cas des plans d'exécution, mais sont des schémas de principe. A ce titre, chaque entrepreneur devra réaliser sa propre étude et produire les plans d'exécution, d'atelier, notes de calculs, détails, relevés sur site, etc. nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Tous ces documents devront être soumis à l'accord du maître d'œuvre et de l'organisme de contrôle avant exécution. Le montant de cette prestation sera réputé inclus dans l'offre de chaque entreprise.

Il est précisé que sans la validation de ces documents par le maître d'œuvre, les travaux ne pourront être exécuté. L'approbation des plans ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur sur la qualité et conformité des ouvrages.

N°	Lot	Etudes d'exécution à la charge de
Lot N° 00	PRESCRIPTIONS GENERALES	Sans objet
Lot N° 01	DESAMIANTAGES - DEPLOMBAGE – DEMOLITION – GROS ŒUVRE	L'entreprise titulaire
Lot N° 02	CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE	L'entreprise titulaire
Lot N° 03	RAVALEMENT - ITE	L'entreprise titulaire
Lot N° 04	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	L'entreprise titulaire
Lot N° 05	MENUISERIES INTERIEURES	L'entreprise titulaire
Lot N° 06	PLATRERIE – FAUX PLAFONDS	L'entreprise titulaire
Lot N° 07	REKETEMENTS DE SOLS DURS	L'entreprise titulaire
Lot N° 08	REKETEMENTS DE SOLS SOUPLES	L'entreprise titulaire
Lot N° 9	PEINTURE	L'entreprise titulaire
Lot N° 10	ASCENSEUR	L'entreprise titulaire
Lot N° 11	ELECTRICITE - CFA	L'entreprise titulaire
Lot N° 12	PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION	L'entreprise titulaire
Lot N° 13	VRD	L'entreprise titulaire
Lot N° 14	ESPACES VERTS	L'entreprise titulaire

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

4.4 CONSTAT D'HUISSIER

Sauf disposition contraire du CCAP, l'entreprise titulaire du **Lot 01 : Désamiantage – déplombage – démolition – Gros-œuvre** fera procéder par un huissier de justice, à ses frais, avant le démarrage des travaux, à un état des ouvrages existants, en présence de tous les représentants des parties concernées (maitre d'ouvrage, maitre d'œuvre, propriétaires des bâtiments voisins, entreprises directement ou indirectement concernées par l'état des existants, etc.).

Si les circonstances spécifiques du chantier l'exigeaient, l'entreprise désignée ci-dessus mettra en œuvre une mesure de référé préventif au contradictoire des mêmes parties.

Etant entendu qu'en toutes hypothèses, l'entreprise concernée devra informer, lors de la remise de son offre, de toute mesure complémentaire qu'elle estimerait utile pour préserver ses droits et/ou ceux du maitre d'ouvrage.

Ces mesures préventives seront réalisées durant la période de préparation et seront rendues opposables aux autres entreprises retenues, par simple notification que leur en fera le maitre d'œuvre.

4.5 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du lot **Gros Œuvre** établit, durant la période de préparation, un projet de plan d'installation de chantier et un planning de montage et de démontage des installations provisoires, soumis à approbation du maitre d'œuvre et du coordonnateur SPS.

Sous contrôle du maitre d'œuvre, l'entreprise désignée ci-dessus assurera l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleurs délais et les meilleures conditions et notamment permettre à tous les corps d'état d'intervenir dans les bâtiments.

Toutes les adaptations, modifications ou déménagements nécessaires pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux jusqu'à leur achèvement, leurs conséquences, les branchements, alimentations et évacuations, sont à la charge des entreprises, dans les mêmes conditions.

L'ouverture et la fermeture journalière des accès sont à la charge et sous la responsabilité du lot : **Désamiantage – déplombage – démolition – Gros-œuvre**. Une surveillance de nuit sera mise en place, financé par le compte prorata. L'entreprise titulaire de l'installation de chantier devra rétablir la fermeture du chantier en fin de journée. Quand le lot gros-œuvre aura quitté le chantier, l'ouverture et la fermeture de ce portail sera à charge du lot désigné par l'OPC en réunion de chantier. Des pénalités seront appliquées en cas de chantier non clos.

4.6 ATEX

Si pour réaliser des travaux à sa charge, une entreprise envisage d'avoir recours à des procédés non traditionnels ou de techniques non courantes, hors du champ d'application des avis techniques, cette entreprise devra en informer le maitre d'ouvrage et le maitre d'œuvre dès la remise de son offre.

L'entreprise chargée de la réalisation des ouvrages correspondants prendra en charge les frais liés à une procédure ATEX, les honoraires de l'organisme rapporteur, et tout essai demandé par le comité d'expert et le CSTB.

L'entreprise a obligation d'obtenir une appréciation favorable de la commission d'expert, et doit, avant même de lancer la procédure, obtenir du CSTB une assurance de faisabilité de la technique proposée.

Avant tout démarrage de ces procédures, l'entreprise justifiera que sa couverture d'assurance ne se limite pas aux seules techniques courantes.

4.7 OBLIGATIONS GENERALES D'EXECUTION

L'entreprise doit mettre en œuvre tous les moyens, le matériel et le personnel suffisant pour respecter les délais d'exécution et de montage prévus au calendrier général du dossier de consultation. Elle doit maintenir en permanence sur le chantier un responsable habilité à recevoir toute instruction ou ordre de service du maitre d'œuvre. Elle doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au maitre d'œuvre, contrôleur technique, OPC et coordonnateur SPS de remplir leurs missions dans des conditions normales de sécurité.

Tous les ouvrages sont exécutés conformément aux indications des plans d'exécution qui doivent avoir reçu les visas ou approbations du maitre d'œuvre, de la cellule de synthèse et des bureaux de contrôle.

Les entreprises devront permettre l'intervention des autres corps d'état si ceux-ci ont à intervenir au cours de l'exécution de leurs propres travaux. Ces interventions simultanées sont considérées comme normales et sont supposées rémunérées par les prix du marché.

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

4.8 ENGINS DE LEVAGE

Chaque entreprise assurera par ses propres moyens la manutention de ses matériaux.

Toutefois, l'entreprise disposant de moyens de levage pouvant servir aux autres corps d'état, ne pourra en refuser la location à ceux-ci dès lors qu'ils en feraient la demande en temps utile.

4.9 TOLERANCES ENTRE CORPS D'ETAT – RECEPTION DES SUPPORTS

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques de chaque marché, constituent la qualité minimale acceptable pour l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les réceptions de supports permettent d'arbitrer les conflits relatifs au respect des tolérances entre corps d'état. La ou les entreprises intervenantes ultérieurement sur un ouvrage peuvent émettre des réserves lors de la réception du support, il en va de même pour le maître d'œuvre.

La levée de ces réserves se fera, s'il y a lieu, aux frais et risques de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage litigieux. En cas de litige entre entreprises, le maître d'œuvre arbitrera les différends.

A défaut de procès-verbal de réception de support, toute entreprise intervenant sur un ouvrage déjà réalisé est réputée l'avoir accepté, et en assumer toutes les éventuelles conséquences. Si un ouvrage ne respecte pas les tolérances admissibles, le maître d'œuvre se réserve le droit de le faire reprendre par l'entrepreneur en cause, ou de lui faire supporter les dépenses supplémentaires que cette mauvaise réalisation entraîne pour les autres entrepreneurs.

4.10 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté jusqu'à l'achèvement des ouvrages.

A chaque stade de ses interventions, l'entrepreneur de chaque lot doit nettoyer les lieux et évacuer ses déblais et gravais hors chantier. L'entreprise doit se renseigner, pour la remise de son offre, sur les conditions de mise en décharge et d'élimination des déchets dans le secteur géographique où se situe le chantier.

Il prendra toutes les dispositions en conséquence et assumera tous les frais en découlant.

En cas de défaillance, ceux-ci seront ramassés sur ordre du maître d'œuvre aux frais des entreprises intéressées.

4.11 RAPPEL DES RESPONSABILITES

Vis-à-vis du domaine public

Les salissures, dégradations ou détérioration du domaine public, du fait des engins et véhicules appartenant à une des entreprises intervenant dans le cadre du chantier seront immédiatement repris aux frais de l'entreprise responsable des dégâts.

Vis-à-vis des vols et dégradations

Chaque entrepreneur reste entièrement responsable de ses approvisionnements, matériaux, matériels, outillages et de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, même pour les cas de vols, détournements ou dégradations.

Chaque entrepreneur doit réaliser les carrossages ou protections adéquats de ses ouvrages si par leur nature ou leur positionnement ils sont exposés aux dégradations en cours de chantier, et les maintenir en parfait état jusqu'à la réception de l'ouvrage, quand bien même il aurait achevé ses propres ouvrages et quitté le chantier.

En toutes hypothèses, les entreprises n'auront aucun recours contre le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre en cas d'avarie causée à leurs installations ou travaux, par des tiers ou des entreprises appelées à exécuter, sur le même chantier ou dans le voisinage de ce dernier, des travaux autres que les siens.

Vis-à-vis d'un tiers

Les entrepreneurs sont responsables à l'égard du maître d'ouvrage des conséquences notamment pécuniaires des dommages causés aux personnes et aux biens d'un tiers par la conduite des travaux qui leur sont confiés ou les modalités de leur exécution.

Ils s'engagent à garantir le maître d'ouvrage de tous recours qui pourrait être exercés contre lui au titre des désordres, dégradations, préjudices quelconques du fait ou à l'exécution des travaux qui pourrait survenir aux biens meubles ou immeubles appartenant à des tiers.

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

4.12 PROTECTION DES OUVRAGES

Il est rappelé que chaque entreprise est entièrement responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception du projet. Il appartient à chaque entreprise de prévoir et de protéger ses ouvrages. Tout ouvrage dégradé sera remplacé aux frais de l'entreprise titulaire du présent ouvrage.

Le coût pour la fourniture, la pose, l'entretien et l'évacuation des protections sont inclus dans les prix unitaires remis par chaque entreprise.

Aucune plus-value ne sera acceptée par le maître d'ouvrage pour la reprise d'ouvrages pendant la période de chantier.

4.13 QUALITE DES MATERIAUX

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser, faire déposer et remplacer tous les ouvrages ou tous les matériaux qui ne seraient pas de première qualité et dont l'exécution laisserait à désirer.

Les entrepreneurs signataires du marché reconnaissent ce droit au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage qui ne pourra l'exercer sans avoir à donner les motifs de ses décisions.

4.14 REUNION DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine au jour et à l'heure fixés d'un commun accord entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur avec l'assentiment du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra obligatoirement être représenté à chaque rendez-vous par une personne qualifiée mandatée pour prendre toutes décisions utiles.

Il est expressément précisé que la ponctualité sera exigée.

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage se réservent le droit d'exiger la présence de tel ou tel sous-traitant dont la présence leur paraîtrait nécessaire.

Le maître d'œuvre assurera la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de chantier hebdomadaires qui vaudront ordre d'exécution.

Toute décision ou acceptation mentionnée au compte-rendu sera considérée comme définitive si elle n'est pas contestée par la partie concernée dans les huit jours suivant la réunion ou, au plus tard, lors de la réunion suivante ; en cas de contestation, mention en sera faite dans le compte rendu suivant et les rectifications éventuelles y seront reportées.

4.15 COMPTE PRORATA – DEPENSES COMMUNES

Le compte prorata comprendra toutes les dépenses d'intérêts communs suivant :

- Celles prévues par la norme NF P 03 001.
- Conformément au CCAP.
- Conformément au PGC.

Entreprise gestionnaire du compte prorata : **Lot : Désamiantage – déplombage – démolition – Gros-œuvre**

En cas de litige avec une entreprise :

En accord avec le maître de l'ouvrage du marché cité en référence, le maître d'œuvre peut appliquer une retenue sur chaque proposition de paiement des situations mensuelles des travaux, pour provisionner les dépenses communes.

Les fonds seront directement versés sur le compte commun, ou au gestionnaire, sur la base du budget prévisionnel, à la demande du gestionnaire du compte, avec l'accord du comité de contrôle.

En cas d'identification d'une entreprise responsable de dommage causé à un tiers, le maître d'œuvre peut appliquer une retenue sur chaque proposition de paiement des situations mensuelles des travaux, jusqu'à réparation des travaux par l'entreprise concernée.

4.16 SECURITE DU TRAVAIL

Obligations de chaque entrepreneur suivant réglementation et PGC (tant individuelle que collective).

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

4.17 RESERVATIONS

Réalisation des ouvertures (trous, trémies, passage divers, décaissés) dans les éléments neufs, dimensions > à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm	
Fourniture des plans de réservations dans les délais impartis, fixés dans le calendrier général des travaux	Tous les lots concernés
Réalisation des ouvertures et percements dans les éléments de structure. Les ouvertures devront être libres de tous matériaux (polystyrène, acier, ...)	Gros-œuvre
Réalisation des feuillures de béton	Gros-œuvre
Réalisation des ouvertures et réservations dans les éléments non structurants	Plâtrerie Faux-plafonds Menuiseries intérieures
Réalisation des ouvertures et percements dans les éléments non structurants	Plâtrerie Faux-plafonds Menuiseries intérieures
Vérification des implantations exactes des ouvrages au fur et à mesure de l'avancement des travaux	Lots concernés
Si retard lors de diffusion des plans de réservations, coût des ouvertures et percements à la charge de l'Entreprise incriminée	Lots concernés
Pénétration des réseaux ELEC/PLB sous dallage dans le bâtiment y compris renforts des longrines et rebouchage après passage des fourreaux	Gros œuvre

Réalisation des ouvertures dans les éléments neufs, dimensions < à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm	
Réalisation des ouvertures	Lots concernés

Réalisation des ouvertures dans les éléments existants dimensions > à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm	
Fourniture des plans de réservations dans les délais impartis, fixés dans le calendrier général des travaux	Lots concernés
Réalisation des ouvertures et percements dans les éléments de structure. Les ouvertures devront être libres de tous matériaux (polystyrène, acier, ...)	Gros-œuvre
Pénétrations sous dallage dans les bâtiments existants y compris fourreaux sous dallage et rebouchage	Gros-œuvre
Réalisation des ouvertures et percements dans les éléments non structurants	Plâtrerie Faux-plafonds Menuiseries intérieures
Vérification des implantations exactes des ouvrages au fur et à mesure de l'avancement des travaux	Lots concernés

PRESTATIONS	CORPS D'ETATS
Si retard lors de diffusion des plans de réservations, coût des ouvertures et percements à la charge de l'Entreprise incriminée	Lots concernés
Pénétration des réseaux ELEC/PLB sous dallage dans le bâtiment y compris renforts des longrines et rebouchage après passage des fourreaux	Gros œuvre

Réalisation des ouvertures dans les éléments existants, dimensions < à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm	
Réalisation des ouvertures	Lots concernés
Pénétrations sous dallage dans les bâtiments existants y compris fourreaux sous dallage et rebouchage	Gros-œuvre

Rebouchage de baies existantes non conservées	
Eléments de structure	Gros-œuvre
Dans de la cloison	Plâtrerie

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

Calfeutrements de réservations (> à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm) après passage des éléments	
Eléments de structure	Gros-Œuvre
Cloisons	Plâtrerie
Plafonds	Plâtrerie Faux-plafonds

Calfeutrements de réservations (< à 10 cm x 10 cm ou diamètre 10 cm) après passage des éléments	
Eléments de structure	Lots concernés
Cloisons	Lots concernés
Plafonds	Lots concernés

4.18 DICT

Chaque entreprise est responsable de la réalisation des DICT avant démarrage de son intervention.

4.19 CEE

Les entreprises doivent intégrer à leur mémoire technique des matériaux éligibles au financement des CEE et estimer le montant de ces CEE pour que le MOA ai une enveloppe pour chaque lot.

4.20 TESTS D'ETANCHEITE A L'AIR

Le Moa a prévu dans le cadre du décret tertiaire de faire faire réaliser deux tests d'étanchéité à l'air du bâtiment par un organisme extérieur

(Perméabilité à l'air de l'enveloppe = 1.7 (valeur par défaut)) :

Chaque entreprise est responsable du calfeutrement périphérique de ses propres ouvrages et en cas de résultat non concluant, les tests supplémentaires éventuels seront au frais de la ou des entreprises défailtantes.

MARMANDE (47 200)	Devis descriptif Lot 00 : Prescriptions générales	Phase DCE Novembre 2024
----------------------	---	----------------------------

5. RECEPTION DES TRAVAUX

5.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Le délai des OPR sera indiqué sur le planning travaux.

En fin de chantier, avant la réception des travaux, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront s'assurer du parfait achèvement de leurs ouvrages. Chaque entreprise restera responsable de ces travaux jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les opérations de pré-réception et de réception décrites ci-dessous portent successivement sur les bâtiments et leurs annexes.

Les visites de pré-réception auront lieu en présence du maître d'œuvre, d'un représentant du maître d'ouvrage et d'un représentant de l'entrepreneur, dûment convoqués par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre établira un procès-verbal des reprises nécessaires au parachèvement des travaux.

Dans le délai de quinzaine, et au plus tard à la date contractuelle prévue pour l'achèvement des travaux, l'entrepreneur devra avoir effectué la totalité des reprises, de telle façon qu'il puisse présenter les travaux à la réception.

L'entrepreneur a à sa charge la mise en place d'une alimentation électrique provisoire sur le courant de chantier permettant de disposer de courant en tous lieux visités lors des visites de pré-réception et de réception (maître d'ouvrage - entrepreneur). Les contrats éventuellement à souscrire pour cette alimentation provisoire le seront par l'entrepreneur.

5.2 RECEPTION

La réception aura lieu en présence du maître d'œuvre, d'un représentant du maître d'ouvrage et d'un représentant de l'entrepreneur, dûment convoqués par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre établira un procès-verbal des reprises nécessaires au parachèvement des travaux.

L'entrepreneur devra prendre à sa charge jusqu'au quitus de levée de réserve l'intégralité des frais, notamment gestion des clés, contrôle des accès et consommations jusqu'à la réception.

5.3 REGLEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE RELATIVE A LA LEVEE DES RESERVES

Dans tous les cas, le règlement par le maître d'ouvrage de cette retenue de garantie ne pourra s'effectuer qu'après obtention des quitus signés ci-dessus visés et au plus tard, sauf utilisation de la retenue de garantie ou mise en jeu de la caution, un an après la réception.

5.4 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE (DIUO)

Afin d'assurer la sécurité après achèvement des bâtiments (pendant les travaux d'entretien ou de réhabilitation par exemple), tous les documents jugés utiles à la constitution du dossier des interventions ultérieures demandés par le coordonnateur SPS devront être fournis (3 exemplaires papiers + 1 informatique) dans les meilleurs délais.

Ces documents seront en particulier :

- Les plans d'exécution à jour.
- Les plans de recollement.
- Les essais.
- Les avis techniques.
- La liste des fournisseurs.
- Les notices d'entretien et de maintenance.
- Les fiches de garantie fabricant.
- Les références de matériaux et produits utilisés, avec indication des teintes
- Etc...